

Pourquoi nous avons décidé de boycotter l'Europe !

Il y a maintenant un peu plus d'un an, nous fûmes les premiers à appeler à l'union de tous les souverainistes et de tous les gaullistes en vue des élections européennes du mois de juin 2009.

L'occasion devait être saisie de partir rassemblés à la bataille électorale ; de faire entendre une voix forte et déterminée contre la politique européenne du président de la République et de son gouvernement ; de ranimer le refus de toute construction supranationale tel qu'il s'est fait entendre le 29 mai 2005 lors du référendum sur la constitution européenne.

Face aux dangers du renoncement et aux sirènes du mondialisme, le rassemblement de tous les patriotes attachés à l'indépendance nationale et à un modèle économique et social protecteur et participatif devait être encouragé.

Il fallait utiliser cette élection comme le porte-voix d'un souverainisme bien décidé à faire entendre sa différence. Il n'était pas question de faire croire aux électeurs que l'élection de députés européens français pourrait changer la face de l'Europe, ni d'encourager les ambitions de quelques uns ou d'assurer la carrière de sortants, mais seulement de faire passer un message de vigilance face aux remises en cause de la souveraineté nationale en rappelant aux gouvernants qu'il ne saurait être question de revenir sur l'expression d'un choix populaire.

Pour remporter la victoire et obtenir un succès manifeste, tel que celui acquis aux élections de 1999, la condition sine qua non était bien évidemment le rassemblement. Cette évidence se trouve renforcée par l'absence d'un ou de plusieurs leaders incontestés du souverainisme. Ces derniers sont aujourd'hui en marge ou en retrait de la vie politique nationale et aucun des représentants actuels ne peut se targuer d'avoir la carrure ou l'aura de ses glorieux aînés. Est-ce pour cela que la division règne aujourd'hui au sein de notre famille politique ? Force est de constater, et cela ne devrait vexer personne, qu'il n'y a plus d'Hommes d'Etat digne de ce

nom dans nos rangs.

Le moins que l'on puisse dire est que les arrières pensées et les calculs égoïstes ont pollué l'ambiance de la précampagne électorale. Nous savons qu'aucune alliance n'est aujourd'hui plus possible entre les deux ou trois petits leaders qui ont la prétention de vouloir incarner notre camp. Trop de haines sous-jacentes, d'incompréhensions affichées, de sectarismes déplacés sont à l'œuvre. Les petits chefs du souverainisme ne nous aurons rien épargné durant cette période jusqu'aux manœuvres désespérées, dénonciations calomnieuses contre les alliés d'hier, coups de bluff sans lendemain et farce à la limite du grotesque.

Il convient dès lors de tirer les conclusions de cette situation si défavorable à notre famille politique et de l'image qu'elle renvoie auprès de l'opinion publique.

Il est primordial que nous cessions de faire plus longtemps l'étalage de nos faiblesses et divisions, ce qui nuit inéluctablement au formidable élan qui avait permis de rejeter la constitution européenne en 2005. Ce coup d'arrêt, bien réel, est encore présent dans tous les esprits et restera comme le symbole de l'attachement des Français à l'indépendance nationale. Il n'est pas acceptable qu'une déroute électorale vienne ternir un précédent à notre avantage et permette aux eurocrates de crier victoire. Lorsque c'est la France qui est en cause, nous ne saurions laisser quelques baladins et autres ludions parasiter le message de l'Europe des nations et de la souveraineté nationale. Ce serait offrir une revanche inespérée à une classe politique qui fut largement battue lors du référendum de 2005.

Par ailleurs, l'élection européenne a comme premier objet le renouvellement du Parlement européen. Or, cette institution, instrument de la supranationalité et de l'abaissement des Parlements nationaux, est pour nous entachée d'illégitimité et d'inefficacité.

Plus jusqu'au-boutiste que Bruxelles dans ses choix paneuropéens, le Parlement de Strasbourg est, depuis sa création, un ennemi déclaré des souverainetés et de l'indépendance des nations. Sa représentativité démocratique est quasi nulle, le système majoritaire n'y étant

qu'embryonnaire et en aucun cas le fruit du choix explicite d'un pseudo peuple européen. Ainsi, le mode de découpage électoral en "super-régions" ne correspond à aucune réalité historique ou politique, en France tout du moins.

Enfin, l'Europe a montré ses limites, flagrantes, depuis le début de la crise économique et financière mondiale. En aucun cas, elle n'a contribué à nous protéger. Bien au contraire, véritable cheval de Troie du libre échangisme, elle a favorisé la crise, la rendant encore plus douloureuse.

Au final, cette élection européenne semble profondément illégitime. Elle ne concerne ni la France ni ses citoyens. Les gaullistes n'ont, par ailleurs, aucun intérêt à y participer eu égard à ce qui fut développé précédemment.

Cette élection n'intéresse finalement que le petit club des européistes et des eurobéats qui ont même aménagé le scrutin afin qu'il leur soit le plus profitable possible.

Pour toutes ces raisons, l'Union du Peuple Français a décidé d'appeler à un boycott actif des élections de juin prochain.

Il ne s'agira pas seulement de bouder ce scrutin mais plus largement de dissuader les Français, autant qu'il est possible légalement, d'aller voter pour cette Europe qui nuit gravement à la France et à ses intérêts. Il n'est pas question ici de contribuer à l'incivisme ou à la bonne santé politique du parti « des pécheurs à la ligne », mais de poser la seule alternative possible : pour ou contre l'Europe supranationale que l'on cherche à nous imposer.

Un boycott massif aura alors le même impact que le NON de 2005 contre la constitution européenne. Il sera à interpréter comme le rejet de toute entité destructrice des Nations et de leur identité.

Nous appelons donc à une grève du vote des Français pour signifier à ceux qui nous gouvernent qu'ils font fausse route. Nous ne supportons plus que cette élite méprise et ignore le peuple à ce point. Ils nous ignorent, ignorons les !

L'essentiel de nos forces ainsi préservées pour les élections nationales,

celles-ci consacreront l'union la plus large possible de tous les patriotes pour construire et restaurer la France que nous voulons !

C'est pourquoi, nous, gaullistes, engageons dès à présent le boycott des élections du 7 juin 2009 et prendrons dans les tous prochains jours des initiatives pour faire de notre décision un moment fort de notre combat politique.

Vive la République et vive la France.